

RAPPORT DU COMITE DE L'AGRICULTURE SUR LA DECISION MINISTERIELLE
DE MARRAKECH SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NEGATIFS
POSSIBLES DU PROGRAMME DE REFORME SUR LES PAYS LES MOINS
AVANCES ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS
DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Rapport pour la Conférence ministérielle de Singapour adopté
par le Comité de l'agriculture le 24 octobre 1996

* * *

I. Introduction

1. La Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ("la Décision") a été adoptée par les Ministres à Marrakech et fait partie intégrante des résultats du Cycle d'Uruguay. Une copie de la Décision est annexée au présent rapport.

2. Dans la Décision, il est reconnu que la mise en oeuvre de l'ensemble des résultats du Cycle d'Uruguay profiterait à tous les participants, mais aussi que, pendant la mise en oeuvre du programme de réforme conduisant à une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires risquent de subir des effets négatifs pour ce qui est de disposer d'approvisionnements adéquats en produits alimentaires de base provenant de sources extérieures suivant des modalités et à des conditions raisonnables, y compris d'avoir des difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base. La Décision établit donc des mécanismes prévoyant ce qui suit: i) un examen du niveau de l'aide alimentaire et la tenue de négociations dans l'enceinte appropriée pour établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en oeuvre du programme de réforme; ii) l'adoption de lignes directrices concernant la concessionnalité; iii) une assistance technique et financière dans le cadre des programmes d'aide pour permettre d'améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles; et iv) un traitement différencié dans le contexte d'un accord devant être négocié dans le domaine des crédits à l'exportation de produits agricoles. La Décision prend également en compte la question de l'accès aux ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées, pour faire face aux difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales.

3. L'article 16:1 de l'Accord sur l'agriculture ("l'Accord") dispose que les pays développés Membres de l'OMC doivent prendre les mesures prévues dans le cadre de la Décision, et l'article 16:2 que le Comité de l'agriculture doit surveiller, selon qu'il sera approprié, la suite donnée à la Décision. Conformément à son mandat (WT/L/43), le Comité est chargé d'une manière générale de superviser la mise en oeuvre de l'Accord et de donner aux Membres la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant la mise en oeuvre de ses dispositions, y compris l'article 16.

4. Aux termes de son paragraphe 6, la Décision doit être examinée périodiquement par la Conférence ministérielle de l'OMC. Conformément à ses procédures de travail (G/AG/1, paragraphe 18), le Comité doit établir aux fins de cet examen un rapport sur la suite donnée à la Décision. Le présent rapport est donc soumis à la Conférence ministérielle, conformément aux procédures de présentation de rapports pour la Conférence ministérielle de Singapour (WT/L/145), qui l'utilisera pour examiner les dispositions de la Décision.

5. La section II du présent rapport résume les procédures établies pour surveiller la suite donnée à la Décision ainsi que les dispositions prises par le Comité en vue de donner effet à la Décision; la section III décrit la suite donnée en ce qui concerne les mesures prévues dans le cadre de la Décision; et la section IV énonce les recommandations élaborées à l'intention de la Conférence ministérielle pour qu'elle les examine dans le contexte de son examen des dispositions de la Décision conformément au paragraphe 6 de celle-ci.

II. Procédures pour la surveillance de la suite donnée à la Décision

6. Conformément aux procédures de travail adoptées par le Comité à sa première réunion, en mars 1995, la surveillance systématique de la suite donnée à la Décision est effectuée chaque année par le Comité à ses réunions ordinaires de novembre. En outre, les procédures de travail prévoient qu'à toute réunion ordinaire du Comité il est loisible de soulever toute question relative à la Décision. Dans la pratique, des questions relatives à la mise en oeuvre de la Décision ont été soulevées à chaque réunion du Comité; nombre de ces questions ont ensuite fait l'objet de consultations informelles qui ont conduit le Comité à prendre des décisions. Les principaux points soulevés au cours des débats du Comité concernant la Décision figurent dans les sections pertinentes des rapports succincts du Secrétariat sur les réunions du Comité (G/AG/R/1 à 6) et sont mentionnés dans la section III du présent rapport.

7. Le processus de surveillance se déroule sur la base des contributions des Membres en général et des notifications requises en ce qui concerne les mesures prévues dans le cadre de la Décision (G/AG/2, pages 33 et 34). Les Membres donateurs sont tenus de présenter au moins une fois par an des notifications en ce qui concerne les points suivants: i) quantité d'aide alimentaire fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires; ii) part de cette aide alimentaire fournie intégralement à titre de don ou à des conditions favorables appropriées; et iii) assistance technique et financière dans le cadre des programmes d'aide. En outre, tout Membre peut notifier d'autres renseignements pertinents concernant les mesures prises dans le cadre de la Décision.

8. Etant donné que d'importants domaines d'action prévus dans le cadre de la Décision relèvent de la compétence ou du champ d'activité d'autres organisations internationales, le Comité a invité les organisations internationales ci-après à se faire représenter par des observateurs pour pouvoir participer activement au processus de surveillance: la FAO, le Programme alimentaire mondial, l'OCDE, la CNUCED et le Conseil international des céréales (Convention relative à l'aide alimentaire) pour l'aide alimentaire, le développement agricole et les questions connexes, entre autres; et le FMI et la Banque mondiale, essentiellement pour les questions en rapport avec l'accès aux ressources financières de ces organisations.

9. Le premier exercice de surveillance, qui a été effectué à la réunion tenue par le Comité les 20 et 21 novembre 1995, a été fondé essentiellement sur des contributions des Membres et des organisations internationales ayant le statut d'observateur, car le moment de présenter les notifications (qui peuvent porter sur une année civile, une campagne de commercialisation ou une autre base annuelle) n'était pas encore venu. La présentation des notifications est maintenant en cours et il en sera tenu compte pour l'examen de novembre 1996.

10. La Décision adoptée à Marrakech décrivait les pays qui devaient être visés par ses dispositions, mais n'en donnait pas la liste. A la suite de vastes consultations informelles à ce sujet, le Comité a adopté, à sa réunion de novembre 1995, une décision sur l'établissement d'une liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (G/AG/3). Cette décision a été adoptée étant entendu que le seul fait de figurer sur cette liste ne conférerait pas automatiquement des avantages, puisque dans le cadre des mécanismes visés par la Décision ministérielle de Marrakech, les donateurs et les institutions concernés auraient un rôle à jouer (G/AG/R/4, paragraphe 17).

11. La liste de l'OMC proprement dite a été établie initialement à la réunion du Comité de mars 1996. Outre les pays les moins avancés reconnus comme tels par le Conseil économique et social des Nations Unies, elle comprend actuellement les 16 pays en développement Membres de l'OMC ci-après, qui ont notifié qu'ils souhaitaient y figurer et qui ont communiqué des données statistiques pertinentes concernant leur statut d'importateurs nets de produits alimentaires de base pendant une période représentative: Barbade, Côte d'Ivoire, Egypte, Honduras, Jamaïque, Kenya, Maroc, Maurice, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Sénégal, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Venezuela (G/AG/5/Rev.1). La liste doit être réexaminée par le Comité à ses réunions ordinaires de mars.

III. Suite donnée en ce qui concerne les mesures prévues dans le cadre de la Décision

Aide alimentaire (paragraphe 3 i) et ii) de la Décision)

12. Le paragraphe 3 de la Décision mentionne certains mécanismes dont les Ministres sont convenus pour faire en sorte que la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay en matière de commerce des produits agricoles ne soit pas préjudiciable à la mise à disposition de l'aide alimentaire à un niveau qui soit suffisant pour continuer d'aider à répondre aux besoins alimentaires des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Dans le cadre de ces mécanismes, les Ministres sont convenus:

- i) d'examiner le niveau de l'aide alimentaire établi périodiquement par le Comité de l'aide alimentaire en vertu de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire et d'engager des négociations dans l'enceinte appropriée pour établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en oeuvre du programme de réforme;
- ii) d'adopter des lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante des produits alimentaires de base soit fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, intégralement à titre de don et/ou à des conditions favorables appropriées, conformément à l'article IV de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire.

13. A sa réunion de novembre 1995, le Comité a arrêté un programme de travail préparatoire (G/AG/4) relatif au paragraphe 3 i) et ii) de la Décision, ainsi que des procédures pour la présentation de propositions détaillées. A sa réunion de mars 1996, le Comité a commencé à examiner les questions en rapport avec les niveaux d'aide alimentaire et les engagements en la matière, ainsi que les lignes directrices relatives à la concessionnalité de l'aide alimentaire, et a procédé à un premier échange de vues à ce sujet. A cette fin, il disposait d'une note d'information (G/AG/W/20), établie par le Secrétariat à sa demande, qui indiquait qu'aussi bien les engagements, au plan international, concernant l'aide alimentaire que le volume effectif de l'aide alimentaire avaient diminué au cours des dernières années. Des représentants de la FAO, du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et du Conseil international des céréales/Comité de l'aide alimentaire ont contribué aux discussions. Ainsi que le Comité en était convenu à sa réunion de mars 1996, le Président a engagé des consultations informelles sur la mise en oeuvre du programme de travail préparatoire.

Assistance technique et financière dans le cadre des programmes d'aide pour permettre d'améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles (paragraphe 3 iii) de la Décision)

14. Les membres du Comité considèrent que, dans le domaine de l'assistance technique et financière dans le cadre des programmes d'aide, la suite donnée à la Décision devrait être évaluée notamment sur la base des notifications devant être présentées au Comité avant l'exercice de surveillance auquel il doit procéder à sa réunion de novembre prochain. Dans ce contexte général, les Membres ont reconnu qu'améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles dans les pays les moins avancés et dans les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires est un objectif primordial et que l'assistance technique et financière fournie dans le cadre des programmes d'aide a un rôle fondamental à jouer en vue de la réalisation de cet objectif. Tout en notant que, du fait des contraintes budgétaires, il fallait tenir compte de priorités concurrentes et de l'efficacité relative des diverses formes d'assistance, les Membres sont convenus qu'ils devaient continuer de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour leur permettre d'améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles.

Traitement différencié dans le contexte d'un accord sur les crédits à l'exportation de produits agricoles (paragraphe 4 de la Décision)

15. En vertu de l'article 10:2 de l'Accord, relatif à la prévention du contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation, les Membres s'engagent à "oeuvrer à l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédits à l'exportation ou de programmes d'assurance et, après accord sur ces disciplines, à n'offrir de crédits à l'exportation, de garanties de crédits à l'exportation ou de programmes d'assurance qu'en conformité avec lesdites disciplines". Il convient de poursuivre les travaux relatifs aux éléments d'un schéma de memorandum d'accord. Au moment approprié, le Comité de l'agriculture devra examiner de quelle manière un memorandum d'accord dans ce domaine pourrait être multilatéralisé dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture et de quelle manière les dispositions du paragraphe 4 de la Décision ont été prises en compte.

Accès aux ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées (paragraphe 5 de la Décision)

16. Au paragraphe 5 de la Décision il est reconnu que, par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales et que ces pays pourraient être admis à tirer sur les ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées, dans le contexte de programmes d'ajustement, pour faire face à ces difficultés de financement. Donnant suite à la demande formulée à la réunion du Comité de septembre 1995, le Directeur général a soulevé un certain nombre de questions, au cours de ses consultations avec le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale, au sujet des contributions de leurs organisations respectives au suivi du paragraphe 5 de la Décision.

17. Les réponses du Fonds et de la Banque aux questions concernant la possibilité d'améliorer les conditions d'accès ou les facilités offertes aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (possibilité d'accorder un certain degré de priorité en ce qui concerne l'accès aux facilités existantes et d'assouplir le principe de la conditionnalité, perspectives de création de nouvelles facilités afin d'aider les importateurs nets de produits alimentaires et manières dont l'OMC pourrait soutenir les efforts du Fonds et de la Banque en la matière) ont été présentées et examinées au cours de l'exercice de surveillance auquel le Comité a procédé en novembre 1995. D'une manière générale, vu l'éventail des facilités offertes, le FMI et la Banque mondiale ne jugeaient pas nécessaire, à ce stade, de créer

des facilités spéciales pour le Cycle d'Uruguay. Les pays en développement Membres importateurs nets de produits alimentaires ont exprimé leur déception au sujet de l'accessibilité aux facilités existantes et des perspectives de création, à ce stade, de nouvelles facilités pour le Cycle d'Uruguay, compte tenu en particulier du fait que les Ministres mentionnaient expressément de telles facilités au paragraphe 5 de la Décision. Les questions spécifiques du Directeur général, les réponses du Fonds et de la Banque et le compte rendu des débats du Comité figurent dans les documents G/AG/W/12 et Add.1 et G/AG/R/4.

IV. Recommandations soumises à la Conférence ministérielle pour examen

18. A la lumière de ses débats sur la suite donnée à la Décision, le Comité a élaboré des recommandations à l'intention de la Conférence ministérielle pour qu'elle les examine dans le contexte de son examen des dispositions de la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Ces recommandations prévoient:

- i) que, en prévision de l'expiration de la Convention actuelle relative à l'aide alimentaire en juin 1998 et pour préparer la renégociation de ladite Convention, une action sera entreprise en 1997 dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire, en vertu d'arrangements prévoyant la participation de tous les pays intéressés et des organisations internationales compétentes selon qu'il conviendra, pour élaborer des recommandations en vue d'établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire, couvrant le plus grand nombre possible de donateurs et de produits alimentaires pouvant être fournis à titre de don, qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en oeuvre du programme de réforme. Ces recommandations devraient comprendre des lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante de l'aide alimentaire soit fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, intégralement à titre de don et/ou à des conditions favorables appropriées, conformément à l'article IV de la Convention actuelle relative à l'aide alimentaire, ainsi que des moyens d'améliorer l'efficacité et l'incidence positive de l'aide alimentaire;
- ii) que les pays développés Membres de l'OMC continueront de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour leur permettre d'améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles;
- iii) que les dispositions du paragraphe 4 de la Décision ministérielle de Marrakech, en vertu desquelles les Ministres sont convenus de faire en sorte que tout accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles prévoie de manière appropriée un traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, seront pleinement prises en compte dans l'accord devant être négocié concernant les crédits à l'exportation de produits agricoles;
- iv) que les Membres de l'OMC, agissant individuellement en tant que membres des institutions financières internationales compétentes, prendront des mesures appropriées pour encourager les institutions concernées, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, à étudier plus avant la possibilité de créer de nouvelles facilités ou d'améliorer les facilités existantes pour les pays en développement ayant des difficultés, par suite du Cycle d'Uruguay, à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base.

ANNEXE

DECISION SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS
NEGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE REFORME
SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES ET LES PAYS
EN DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS
DE PRODUITS ALIMENTAIRES

1. Les *Ministres reconnaissent* que la mise en oeuvre progressive de l'ensemble des résultats du Cycle d'Uruguay générera des possibilités de plus en plus grandes d'expansion du commerce et de croissance économique, au bénéfice de tous les participants.
2. Les *Ministres reconnaissent* que, pendant la mise en oeuvre du programme de réforme conduisant à une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires risquent de subir des effets négatifs pour ce qui est de disposer d'approvisionnements adéquats en produits alimentaires de base provenant de sources extérieures suivant des modalités et à des conditions raisonnables, y compris d'avoir des difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base.
3. Les *Ministres conviennent* donc d'établir des mécanismes appropriés pour faire en sorte que la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay en matière de commerce des produits agricoles ne soit pas préjudiciable à la mise à disposition de l'aide alimentaire à un niveau qui soit suffisant pour continuer d'aider à répondre aux besoins alimentaires des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. A cette fin, les *Ministres conviennent*:
 - i) d'examiner le niveau de l'aide alimentaire établi périodiquement par le Comité de l'aide alimentaire en vertu de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire et d'engager des négociations dans l'enceinte appropriée pour établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en oeuvre du programme de réforme;
 - ii) d'adopter des lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante des produits alimentaires de base soit fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, intégralement à titre de don et/ou à des conditions favorables appropriées, conformément à l'article IV de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire;
 - iii) de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour leur permettre d'améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles.
4. Les *Ministres conviennent* en outre de faire en sorte que tout accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles prévoie de manière appropriée un traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

5. Les *Ministres reconnaissent* que, par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales et que ces pays pourraient être admis à tirer sur les ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées, dans le contexte de programmes d'ajustement, pour faire face à ces difficultés de financement. A cet égard, les Ministres prennent note du paragraphe 37 du rapport du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 sur ses consultations avec le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale (MTN.GNG/NG14/W/35).

6. Les dispositions de la présente décision seront examinées périodiquement par la Conférence ministérielle et le suivi fera l'objet d'une surveillance, selon qu'il sera approprié, de la part du Comité de l'agriculture.